

*Questions orales*

## ON DEMANDE DE SUSPENDRE LES PERMIS DE PÊCHE

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, je ne propose pas que nous rompions unilatéralement les relations, mais bien que nous suivions l'exemple même de la CEE. En effet, lorsque des membres de la CEE ont décidé que les importations de fourrure de phoque chez eux ne servaient pas leurs intérêts supérieurs, ils les ont interdites. Cela a détruit l'économie de Terre-Neuve.

**Des voix:** Bravo!

**M. Tobin:** Si nous en arrivons à la conclusion que la CEE surexploite nos stocks de poisson et sape l'économie des pêcheurs de la région de l'Atlantique, c'est très simple. Nous n'allons pas rompre les relations diplomatiques avec ces pays de la CEE, mais nous allons leur dire que leurs permis seront suspendus et leurs contingentements dans les eaux canadiennes supprimés s'ils ne se conforment pas aux accords qu'ils ont signés. Cela prend du courage et de la détermination. Il faut faire preuve d'autorité pour obtenir que cela se fasse.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, les options que le député réclame à grands cris sont possibles. Je ne serais pas étonné—et je ne serais pas le seul à l'être—si les préoccupations du député et d'autres collègues de tous les partis étaient très vivement transmises—elles le sont en fait—à nos amis de la CEE et à nos amis de la République fédérale d'Allemagne. Je puis assurer au député que je ferai savoir aux intéressés à quel point il est furieux aujourd'hui.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LE NICARAGUA—ON DEMANDE D'ACCROÎTRE LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au premier ministre suppléant, concerne la décision unilatérale des États-Unis de décréter un embargo commercial contre le Nicaragua. Il s'agit là d'une décision tout à fait désastreuse, comme le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'ont reconnu, si je ne m'abuse.

Je voudrais demander au premier ministre suppléant, en l'absence du ministre du Commerce international, si le gouvernement va non seulement continuer à accorder son aide socio-économique au Nicaragua, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'a déclaré, mais en outre envisager de compenser du moins en partie cette perte d'échanges commerciaux pour le Nicaragua en encourageant les Canadiens à exporter leurs produits dans des domaines cruciaux comme les machines-outils, les pesticides, les engrais et d'autres produits que le Nicaragua ne peut plus recevoir à cause de l'embargo américain.

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures):** Monsieur le Président, comme j'ai eu l'occasion de le dire

hier aux médias, nos relations comme pays, relations diplomatiques et commerciales, continuent d'être normales avec le Nicaragua et nous avons l'intention de continuer d'apporter notre aide au développement international. Et je ne crois pas que l'embargo commercial qui vient d'être décrété par les États-Unis ait de portée extraterritoriale, et nous avons l'intention comme pays de suivre ce dossier de très près, cela va de soi.

[Traduction]

## ON PROPOSE QUE LES SOCIÉTÉS CANADIENNES JOUENT UN CERTAIN RÔLE

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, je remercie la ministre de sa réponse. Je pourrais peut-être me tourner vers le ministre de l'Expansion industrielle régionale pour lui demander si l'extra-territorialité ne jouera pas—c'est-à-dire que les succursales américaines établies au Canada pourront continuer d'exporter divers produits vers le Nicaragua—et également s'il peut nous garantir que le gouvernement canadien encouragera activement les sociétés canadiennes et, en fait, les succursales canadiennes d'entreprises américaines, à combler ce vide qui va placer le Nicaragua dans une situation fort délicate pour ce qui est des machines-outils, des pesticides, des engrais et d'autres produits semblables.

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je peux garantir à la députée que tout semble indiquer que ni le gouvernement américain ni d'autres sources américaines n'exercent de pressions afin d'empêcher les sociétés canadiennes d'avoir les relations commerciales qu'elles veulent avec le Nicaragua. Bien entendu, nous suivrons la situation de près. Je peux garantir à la députée que je n'entrevois pas de pressions de ce genre.

## LES NÉGOCIATIONS CONCERNANT LES QUOTAS DE BŒUF

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, j'avais espéré que le gouvernement encouragerait de façon active les entreprises canadiennes à combler le vide, surtout dans des secteurs comme celui des machines-outils. J'espère que le ministre accordera cet encouragement.

Pour ma dernière question supplémentaire, je m'adresserai au premier ministre suppléant, puisque ni le ministre du Commerce extérieur ni le ministre de l'Agriculture ne sont présents. Je voudrais m'enquérir auprès du premier ministre suppléant de la question extrêmement cruciale des quotas d'importation de viande de bœuf en provenance du Nicaragua. Depuis quatre mois, le Nicaragua négocie ses quotas de bœuf pour 1985 et il n'a pas encore reçu de réponse. Le premier ministre suppléant ou le ministre de l'Expansion industrielle régionale pourrait-il nous garantir que les quotas d'importation de bœuf en provenance du Nicaragua seront au moins maintenus à leur niveau de 1984, à savoir 9.7 millions de livres?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je tiens à garantir à la députée qu'en ce qui a trait aux quotas d'importation de viande de bœuf en général, notamment ceux qui pourraient s'appliquer au Nicaragua, le gouvernement sera juste et équitable. Ces quotas seront annoncés en temps voulu.